



Récapitulons

Conseil Départemental de l'Action Sociale

1^{er} Juillet 2025
DRFIP 49

Dans sa liminaire, la CGT Finances publiques 49 a dénoncé le choix d'ALAN comme prestataire santé et l'absence d'un médecin du travail dans le Maine et Loire.

LOGEMENT

Les nouveaux arrivants sur le département sont régulièrement en difficulté pour se loger. Cette situation est déplorable. Elle oblige les agents à accepter soit des logements où les conditions de vie ne sont pas bonnes, soit à avoir recours à de la location temporaire type Airbnb, ce qui est très coûteux. De plus, les agents parents d'enfants scolarisés se voient contraints de repousser l'inscription en école de leurs enfants, faute de savoir où ils vont vivre.

Lors de l'instance, la piste du recours à des logements temporaires a été évoquée. Ils permettraient aux agents d'avoir un point de chute dans le département et d'entamer un processus de recherche de logement pérenne en étant sur place.

La CGT demande que l'Action Sociale Logement mette en place un parc de logements ministériels sur le département du Maine-et Loire.

RESTAURATION

Un point a été fait sur la restauration dans le département.

– La situation du Restaurant Inter-Administratif d'Angers est inquiétante. Pour rappel du fonctionnement du RIA, chaque administration doit verser les subventions qu'elle reçoit de son ministère pour ses agents. Or, et contrairement aux autres, le ministère de l'Intérieur n'a pas versé 75 % de ses subventions au RIA comme l'exige le règlement. Cela met en péril l'équilibre financier de la structure. Pour palier à ce trou dans le budget, il a été proposé d'augmenter le prix des plats, pour tout le monde ! On notera l'audace de la proposition ! Pour la CGT il est hors de question que le défaut de paiement des uns, alourdisse la facture des autres !

– En recherche d'économie, le Secrétariat Général s'intéresse de près aux petits restaurants fi-

nanciers, comme celui de Saumur. Avec seulement 11 repas vendus par jour en moyenne en 2024, il est en fragilité, et potentiellement menacé. La CGT revendique l'accès à une restauration collective, de qualité, et à prix social. Des pistes seront explorées pour essayer de maintenir et d'améliorer l'offre à Saumur.

– Trois sites bénéficient actuellement des tickets restaurant : Baugé, Segré et le SGC Couronne d'Angers. De nouvelles recherches de conventionnement avec des restaurants proches de ces sites seront effectuées prochainement.

En matière de restauration, la CGT revendique :

- Une revalorisation du titre restaurant à son maximum légal ainsi qu'une participation de l'employeur à hauteur de 60 %. Le titre-restaurant aurait ainsi une valeur de 12,10 € (contre 6€ actuellement).

- Une alimentation de qualité. La restauration proposée aux agents devrait être issue majoritairement de l'agriculture biologique et de producteurs locaux.

- Depuis la crise sanitaire et le recours au télétravail, beaucoup de restaurants administratifs sont fermés. La CGT demande à ce qu'il y ait une réflexion d'engagée sur la prise en charge des frais de repas des télétravailleurs.

ACTIVITÉ DE L'ASSISTANTE SOCIALE

La demande d'aide pécuniaire et de secours alimentaire est élevé dans le département. Elle concerne surtout les agents C et ne semble pas faiblir pour 2025.

Cette situation est la manifestation concrète que de nombreux agents de la DGFIP sont en situation de précarité. C'est une réalité intolérable en lien direct avec la non revalorisation du point d'indice et de nos rémunérations depuis de trop nombreuses an-

nées.

Si vous êtes en difficulté financière, vous pouvez joindre l'assistante sociale, Mme Régine Perrigot au 02 41 74 52 75 ou regine.perrigot@dgfip.finances.gouv.fr

CRÉDITS D'ACTIONS LOCALES

Comme pour les autres instances, le budget du CDAS est en baisse cette année : -6048€ soit environ **-14 %** par rapport à 2024.

Cette situation a déjà été dénoncée par la CGT lors du précédent CDAS.

VŒUX DU CDAS

Le CDAS a renouvelé les vœux qu'il avait déjà émis mais qui n'ont pas été réalisés. Nous demandons :

1. Qu'un médecin du travail soit recruté sur le département. Il n'y a pas eu de candidat sur ce poste, ce qui donne raison aux Organisations syndicales, dont la CGT, qui affirment depuis maintenant un an que la difficulté de recrutement est due à la typologie du poste (réparti sur deux départements, le 49 et le 72, et sans secrétariat). Nous demandons au Secrétariat Général de revoir sa copie et de proposer un poste sur le 49 uniquement et avec un secrétariat ou un.e infirmier.e. Sans cela le poste est trop peu attractif, or le besoin d'un médecin de travail sur le département est urgent.

2. Que les modalités d'inscription pour les colonies de vacances soient revues. Actuellement, c'est « premier arrivé, premier servi ». Ce système a déjà montré ses limites, il désavantage des familles ayant des difficultés de connexion, des fratries nombreuses ou des indisponibilités particulières au moment des inscriptions.

3. L'arrêt de la diminution des Crédits d'Action Locales. Sans crédits à la hauteur des enjeux, les actions proposées ne répondront pas aux besoins des agents.

QUESTIONS DIVERSES

La CGT Finances publiques a renouvelé son souhait de mettre en place un Groupe de Travail pour l'organisation de l'Arbre de Noël 2026.

Actuellement, et depuis plusieurs années, l'Arbre de

Noël représente une part importante du budget du CDAS (72 % en 2025 !). Compte tenu de la baisse du budget, dépenser une part aussi importante de son budget à l'Arbre de Noël condamne le CDAS à ne proposer que très peu d'autres sorties. Par exemple, pour 2025 il avait été initialement prévu un week-end à Longeville qui a du être annulé.

Pour la CGT Finances publiques ça n'est pas satisfaisant.

De plus, certains d'entre vous reprochez à l'arbre de Noël d'être trop impersonnel, dans une salle trop grande, trop froide, et où la convivialité peine à s'installer. Nous demandons donc que la journée de l'Arbre de Noël soit complètement repensée pour laisser place à plus de convivialité, plus de simplicité, en mettant l'accent sur le partage et la générosité caractéristiques de cette période.

Nous l'espérons, la diminution de ce poste de dépenses nous donnera plus de souplesse pour vous proposer d'autres activités (sorties en famille, week-end, sorties sportives, culturelles, etc).

Le Groupe de Travail devrait avoir lieu début octobre.

LA DÉLÉGATION A L'ACTION SOCIALE

L'offre est large, et malheureusement souvent méconnue des agents. Voici le lien vers le site de l'Action Sociale :

actionsociale.finances.gouv.fr

(site non consultable depuis un poste DGFIP).

PROCHAIN CDAS

Le prochain CDAS aura lieu le mardi 4 novembre 2025.

Cgt Finances Publiques 49



Vos représentants CGT en CDAS :

- Yann Thomas, titulaire
- Élodie Cassin, suppléante
- Gwennoline GERBER-LUCZAK, experte

■ cgt.ddfip49@dgfip.finances.gouv.fr